

Présentation du colloque par Marc Angenot

L'histoire des dissensions et des controverses

Ma présentation résume la problématique d'un projet en cours [CRSH] en collaboration avec Régine Robin et y joint un certain nombre d'illustrations et d'exemples.

Que ce soit dans le domaine des sciences, dans celui de la philosophie, dans les institutions académiques, les sciences sociales et historiques, les mondes artistique et littéraire, partout et constamment, éclatent des polémiques et se déclenchent des controverses intellectuelles véhémentes qui, très souvent aussi, quittent l'empyrée des spécialistes pour aboutir sur la scène publique et devenir de véritables événements sociaux et politiques.

Or, curieusement, il faut constater l'absence en langue française de travaux de problématisation, de typologie, de confrontation des méthodes (éminemment divergentes) et des présupposés, de discussion des enjeux, de théorisation et de synthèse de l'histoire des controverses intellectuelles et des polémiques publiques. Cette histoire des grandes controverses qui demeure limitée à quelques bons échantillons en français (avec toutefois de notables lacunes) est au contraire un secteur de l'histoire intellectuelle bien développé et académiquement identifié en domaine allemand. (Il a fallu du reste que ce soit un chercheur allemand, Jürg Altwegg qui esquisse avec une belle érudition une histoire des polémiques intellectuelles en France du 18^e siècle à 1989 dans son *Republik des Geistes*.) Il existe sans nul doute de nombreux livres qui sont parties prenantes de tel et tel débat d'idées, mais l'approche de ces débats en historien des idées fait défaut.

Notre objectif est dès lors de pallier cette lacune. Il s'agira pour nous d'élaborer une théorie de cette sorte de travail historiographique et une méthodologie, conjointes à des principes heuristiques. Nous nous donnons pour mandat de dégager les problématiques, objets, concepts, enjeux, méthodes pertinents, à partir d'exemples concrets attestés dans le dernier demi-siècle en nous centrant sur la France et la Francophonie européenne, mais aussi en comparant avec l'étude des *Streiten et Kontroversen* en Allemagne contemporaine. La *Begriffsgeschichte* est pour une large part une histoire des polémiques, des controverses savantes et publiques interminables sur le bon usage de tel et tel concept. La discipline de la *Geistesgeschichte* forme une histoire hantée par le cours catastrophique de l'histoire allemande au siècle passé et elle est dès lors focalisée sur les mésententes entre historiens et philosophes quant à son interprétation.

Les idées "se posent en s'opposant" a formulé Johann Gottlieb Fichte il y a deux siècles. Les idées n'ont pas de dynamique interne autonome, elles se diffusent et «prennent corps» en rencontrant d'autres et en s'opposant à d'autres dans un discours social saturé de «représentations» en conflit. Il est plus intéressant et plus juste historiquement non de suivre tout de go l'évolution alléguée d'une idée qu'on aura isolée, d'une théorie, d'une «image» de quelque chose, mais de voir d'abord en quoi et comment, en synchronie ou en des synchronies successives, cette entité se trouve antagonisée par une idéologie, une représentation concurrentes et contradictoires.

En français, on ne peut évoquer que quelques exemples rares mais excellents. Dominique Maingueneau dans sa pionnière *Sémantique de la polémique* étudie les âpres polémiques entre jansénistes et humanistes dévots. Entre molinistes et jansénistes, chacun retraduisant en absurdités les doctrines de l'autre courant, ce n'est pas seulement le dialogue de sourds, c'est aussi, bien entendu, l'indignation réciproque et les accusations de scélératesse et d'impiété.

Exemples de polémiques à aborder: — exemple type de controverse fameuse de longue durée celle qui depuis les années 1930 dépeint Martin Heidegger comme philosophe nazie, comme producteur d'une ontologie intrinsèquement

nazie. Pierre Bourdieu dans une magistrale étude iconoclaste qui lui a valu de durables inimitiés, étude parue en 1975, «L'ontologie politique de Martin Heidegger».¹ La *vulgaire* vision du monde ultra-conservatrice-*völkisch* se trouve transmuée par le philosophe de Freiburg en une sombre et hautaine ontologie. Le discours philosophique raréfié de Martin Heidegger transpose et transfigure des idées d'extrême droite, proto-nazie, et cette transmutation sublimée est montrée par Bourdieu comme un des formes que prend la «violence symbolique», – la critique sociologique consistant alors au contraire à réinsérer ce discours heideggerien venu des «sommets de la pensée» dans l'intertexte moins euphémisé des Jünger, Niekisch, Möller van den Bruck. Le dernier épisode de cette querelle a opposé une fois encore les admirateurs de la philosophie de Heidegger (François Fédiér, Marcel Conche) à ceux qui lui sont hostiles (Emmanuel Faye), l'enjeu était de savoir si on peut restreindre son appréciation à un système philosophique en l'extrayant non seulement de l'ensemble de la philosophie qui l'abrite mais aussi du contexte historico-intellectuel (ici celui de l'extrême droite et du fascisme allemand) dans lequel il a émergé.

– autres exemples en vrac : les polémiques qui ont déferlé en France quant à la signification de Mai 1968 au moment de la parution du livre de Luc Ferry et Alain Renaut, *La pensée 68* et qui ont repris au moment du 40^e anniversaire de 1968 en 2008. – La polémique qui a duré plus de dix ans en Allemagne de 1995 à 2005 sur la construction d'un Mémorial en hommage aux juifs assassinés par les nazis, mémorial qui a été finalement construit au cœur de Berlin. – Polémique encore, au moment de la sortie en France des *Bienveillantes* de Jonathan Littell, prix Goncourt 2006, qui fut encensé par une partie de la critique française et détesté, jugé abject par d'autres; bon exemple d'une polarisation extrême des attitudes et des jugements.

Ce qui est probablement — à titre heuristique — le plus intéressant à sonder ce sont les *polémiques interminables* celles qui ne s'apaisent pas – qui ne s'éteignent que pour reprendre un peu plus tard, qui obèrent la vie intellectuelle d'un pays pendant le temps d'une génération ou plus.

Dans mon étude, *L'immunité de la France envers le fascisme: un demi-siècle de polémiques historiennes*,² j'ai pour ma part étudié une polémique franco-française et internationale d'un demi-siècle – 1954-.... – laquelle porte sur l'existence en France au 20^e siècle de quoi que ce soit, – doctrines, programmes, mouvements, événements, régime – que l'on puisse rapporter au «fascisme». J'y interroge la dynamique des controverses savantes en prenant un cas typique qui n'est pas plus caricatural dans sa persistance que d'autres disputes académiques aux enjeux extra-académiques évidents. J'ai consacré notamment beaucoup de pages aux débats acerbes et aux attaques violentes qui ont accompagné en France l'œuvre de l'Israélien Zeev Sternhell. Ses théories sur les origines françaises du fascisme vont faire de lui pour une coalition d'historiens français l'homme à abattre.

Le premier ouvrage de l'Israélien Zeev Sternhell sur les origines françaises du fascisme est son *Barrès et le nationalisme français* daté de 1972.³ C'est cependant l'ouvrage suivant de Sternhell, paru en 1978, qui va déclencher une polémique qui n'est pas encore éteinte aujourd'hui, *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*.⁴ Tout le problème tenait évidemment dans le sous-titre. C'est en France qu'est née l'idéologie fasciste, soutient l'historien de Jérusalem, idéologie distincte et originale, élaborée dans une «période d'incubation» qui va de 1885 à 1914. La Grande guerre a été le déclencheur du fascisme, soit, mais elle n'en est ni le point de départ ni la source d'inspiration idéologique si je puis dire; il faut voir émerger un pré-fascisme dans les trente ans qui précèdent le conflit européen

¹ En volume aux Éd. Minuit, 1988.

² Discours social, 2009.

³ *Maurice Barrès et le nationalisme français*. Colin, 1972. ☞ Nouvelle édition augmentée de «De l'historicisme au nationalisme de la Terre et des morts». Paris: Fayard, 2000.

⁴ Sternhell, Zeev. *La droite révolutionnaire, 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*. Paris: Seuil, 1978.

et ce, avant tout en France. En 1983, Sternhell fait paraître un nouveau livre *Ni droite ni gauche* qui va, pour le coup, déclencher un tir de barrage soutenu et exceptionnellement violent émanant de tout le milieu historien en France.⁵ L'étude apparaît comme la suite de *La droite révolutionnaire* qui s'arrêtait en 1914. Ce qu'elle prétend montrer est une «poussée» fasciste étendue dans la France des années 1920 et 1930. Un déferlement d'articles hostiles dans les grandes revues historiennes en 1983 et 1984 accueille *Ni droite ni gauche*. Jacques Julliard,⁶ Michel Winock, Serge Bernstein et plusieurs autres vont exposer dans de substantiels articles leurs multiples objections à la thèse et à la méthode.

Zeev Sternhell n'est pas homme à se laisser intimider: dans un essai-préface de 106 pages, "Morphologie et historiographie du fascisme en France", dans la réédition de 2000 à Bruxelles,⁷ de *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France* il répond de façon cinglante aux attaques subies, attaques qu'il attribue au «consensus de la rue Saint-Guillaume», Siège de science po, à une coalition de mauvaise foi de mandarins parisiens désireux de «passer l'éponge» sur le fascisme français, coalition conformiste et chauvine, arc-boutée à l'insoutenable thèse de l'«immunité» de la France envers le fascisme. Sternhell revendique le mérite d'avoir identifié et décrit, en dépit de ces piteux adversaires dénégateurs, la «longue route» qui allait conduire à Vichy, «à la destruction de la liberté et à la dictature, les camps de concentration et les lois raciales [et qui] commenc[e] bien avec le relativisme moral inhérent à la théorie de la Terre et des Morts, la guerre à la conception jacobine de la nation, le refus de normes universelles».⁸

Pour aggraver son cas, Sternhell avait souligné à gros traits, dans la «synthèse fasciste» des années 1930, l'apport des socialistes *dits* révisionnistes, Hendrik De Man, Marcel Déat, Georges Sorel à titre posthume etc. Il pose que le fascisme français prend ses sources et ses hommes «beaucoup plus à gauche qu'à droite».⁹ «Du boulangisme à la collaboration, la gauche française n'a cessé d'alimenter les formations de droite et d'extrême droite».¹⁰ Cette thèse des origines partiellement de gauche du fascisme français ne pouvait pas ne pas susciter comme telle une controverse complémentaire si je puis dire. le fascisme de Sternhell est la rencontre d'un hyper-nationalisme radical et d'un socialisme moralisé – pas exactement *ni droite ni gauche* en fait mais un syncrétisme d'éléments altérés *et de droite et de gauche*. En France, le «fascisme» ainsi *quintessencié* est à la fois plus précoce et plus vite proche de «l'idéaltype», tel est le cadre heuristique de Sternhell dans ses trois grands ouvrages.



L'histoire des idées comporte éminemment, l'histoire, non pas des «filiaisons» si justement suspectes à un Foucault, mais celle très concrète, aisément documentable et potentiellement révélatrice, des affrontements, des controverses, des combats d'idées et notamment des positions inconciliables entre écoles et «chapelles», que ce soit en politique militante ou dans les mondes intellectuels, artistiques et dans les disciplines académiques surtout lorsqu'elles se

⁵ Sternhell, Zeev. *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. Paris: Seuil, 1983. ♦ 3ème éd. refondue et augmentée d'un essai-préface inédit de 106 pp., "Morphologie et historiographie du fascisme en France". Paris: Fayard, 2000 et, au format poche, Complexe, 2000. suivi de: Sternhell, Zeev, Mario Sznajder et Maia Ashéri. *Naissance de l'idéologie fasciste*. Paris: Fayard, 1989. Voir aussi: Avineri, Shlomo & Ze'ev Sternhell. *Europe's Century of Discontent. Legacies of Fascism, Nazism, and Communism*. Jerusalem: Hebrew UP, 2003.

⁶ Celui-ci déclenche le tir avec «Sur un fascisme imaginaire», *Annales*, 4: 1984. Vol. 39, Num. 4. 849 - 861.

⁷ Éd. Complexe, 2000.

⁸ *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, rééd. 2000, 22.

⁹ 2000, 127.

¹⁰ Ibid.

répandent et se contaminent en débat public. Point d'idées en société sans conflits entre elles, sans disputes entre les partisans des unes et des autres et sans divergences de logiques. Il est plus intéressant et plus juste historiquement non de suivre l'«évolution» d'une idée, d'une théorie, d'une doctrine, d'une croyance qu'on aurait isolées, d'une «représentation», d'une «image» de quelque chose mais de voir en quoi, en synchronie et en des conjonctures successives, cette construction se trouve antagonisée par une idéologie, une représentation concurrentes et incompatibles.

Il me semble en outre évident – et ce constat fait apercevoir la tâche clarificatrice que peut accomplir l'historien de l'argumentation – que l'on peut *réduire* ces controverses toujours ravivées et qui semblent, à travers leurs milliers de pages, inépuisables et cacophoniques, à un nombre fini d'arguments de base – et tout aussi bien de paralogismes et sophismes parfois piteux et pourtant inusables – indéfiniment répétés et formant les arsenaux des deux «camps» en présence.

J'ai publié plusieurs livres sur ces sortes de questions ; j'étudie par exemple dans ma *Rhétorique de l'anti-socialisme* un siècle de polémiques et d'attaques contre le socialisme, de réfutation de ses doctrines et de dénonciation de ses actions. La polémique anti-socialiste a été sans contredit, dans la modernité politique, parmi les plus soutenues, les plus âpres, les plus opiniâtres. D'une génération à l'autre, elle a mobilisé une coalition de réfuteurs de divers bords. Or, on peut faire apparaître, dans la durée historique, l'éternel retour d'un nombre fini et limité de tactiques, de contre-thèses et d'arguments, formant une sorte d'arsenal où puisèrent les générations successives des adversaires du socialisme. Il y a je pense quelque chose à apprendre du fait que des esprits très divers se repassent, sur la longue durée et dans des conjonctures changeantes, un nombre restreint de raisonnements, de moyens de réfutation et d'objections qu'ils ne se lassent pas de répéter sans jamais du reste se faire entendre de l'autre camp. L'inventivité rhétorique apparaît pour ce qu'elle est: non le produit des circonstances et du «talent» individuel, mais comme un fait historique et social. Rien n'est plus *historique* que le probable, que les arguments qui persuadent et puis cessent de persuader. Rien de plus notoire par ailleurs que ces polémiques de plusieurs mois ou années où plus on échange d'arguments, moins on semble se comprendre. Ces débats ne cessent un jour que parce que les héros sont fatigués et passent à autre chose – ou parce qu'ils sont morts et que la nouvelle génération a d'autres chats à fouetter. Un jour vient où la polémique sans quartier est *oubliée*, mais sans qu'il y ait eu jamais entente ni dépassement des différends.



À partir de ces grandes controverses intellectuelles publiques et d'autres attestées en grand nombre sur le même demi-siècle écoulé, nous examinerons un certain nombre de notions problématiques récurrentes en histoire des idées: comme celles d'influence, de précurSION, d'imprégnation, de prédominance, et celles qui cherchent à désigner et périodiser les mutations de la doxa, les «coupures» doxiques, les notions d'époque et de changement d'époque, celle de génération et celle de *Zeitgeist*.

Exemple connu : La mémoire des années 1940-1944 a ainsi profondément changé, elle a muté entre 1945 et 2009. Henri Rousso a discerné quatre grandes étapes sur un demi-siècle en ce qui concerne la mémoire de Vichy : le Deuil inachevé jusqu'en 1954; le Refoulement jusqu'à 1971; le Miroir brisé, 1971-75; Un enjeu de mémoire obsessionnel, de 1975 à —. À partir de 1980, après une assez longue latence donc, les polémiques sur ce passé «qui ne passe pas» se multiplient et le sujet «Vichy» s'installe dans la sphère publique pour ne plus la quitter. Les querelles savantes qui débouchent régulièrement et s'exacerbent en débats publics sur Vichy depuis un demi-siècle sont innombrables et se sont succédé d'année en année. Le régime de Vichy, ce qui s'est appelé l'«État français» est le seul gouvernement national, avec celui de la Slovaquie, qui se soit aligné sur le régime nazi. Promoteur d'une fallacieuse «Révolution nationale» destinée à aligner la France sur l'Axe, à extirper la démocratie et à anéantir les traditions républicaines, législateur d'une corporatiste «Charte du travail», ce régime fut aussi d'emblée et sans qu'on l'y pousse l'auteur d'un féroce «Statut des juifs» qui préluait à sa collaboration active avec l'occupant dans l'exécution de la Shoah. La création en 1943 de la Milice sous les ordres de Joseph Darnand, faisant régner la terreur, massacrant et torturant, ne marque que la dernière étape de la criminalisation du régime.

Après des années de dénégations et de refoulement, la France est finalement allée dans la direction opposée: elle a vécu vers la fin des années 1990 un épisode de véritable frénésie de commémorations, de poursuites et de repentances accompagné de la lancinante injonction du «devoir de mémoire». «La France est malade de son passé», conclut Henri Rousso au début de *La Hantise du passé* en 1998.¹¹ À la place des célébrations de jadis des héroïsmes résistants, on n'a cessé de procéder depuis plus de vingt ans à l'exhumation de passés honteux, de misérables secrets individuels et à la destruction des ultimes lambeaux des «mythes» héroïques commodes, – y compris ceux véhiculés naguère par l'antifascisme. Plaintes, poursuites tardives, procès se sont multipliés. La France en 1995 par la voix du président Jacques Chirac a reconnu sa responsabilité dans la Rafle du Vél' d'hiv'. Vichy est ainsi devenu un «bouc émissaire» qui permet aux Français d'«expulser le mal» sans avoir à regarder en face (du moins pas encore...) d'autres épisodes peu glorieux plus récents. Et tout ceci tient au puissant réveil de la mémoire de la Shoah: en 1946, *La bataille du rail* montrait l'héroïsme des gars de la SNCF. En 2006, des actions judiciaires sont en cours contre la SNCF et son rôle dans la déportation.

L'évolution en moyenne durée des positions et idées dominantes et des combats d'idées contribue également à périodiser l'histoire intellectuelle. Tout en le soumettant à la critique, le *sentiment d'une rupture d'époque*, rupture ressentie dans le cours d'une vie, quand il s'exprime (avec perplexité) un peu partout mérite d'être pris en considération comme un «signe des temps» justement. Or, un tel sentiment s'exprime abondamment aujourd'hui et chez des penseurs très divers. Gilles Lipovetsky regardant en 2010 la «vie des idées» en 1980 et mesurant ce qui nous en sépare conclut: «Cet univers n'est plus le nôtre. Le monde a changé.» Il esquisse alors une périodisation de longue durée: «Le nouvel âge de culture dans lequel nous sommes entrés constitue une rupture dans le long cycle qui s'est enclenché à partir des 18^e et 19^e siècles et qui s'achève de nos jours. La première modernité a vu émerger le sacre de l'écrivain, la gloire et le rayonnement de l'intellectuel, les grandes «religions séculières», les mythologies de la Révolution et de la Nation, les hymnes à la Raison, la foi laïque dans l'Émancipation humaine par le savoir et les idées.» C'est en fait par centaines que se comptent les essais qui, depuis quarante ans en effet, décrivent la mutation crépusculaire de la critique militante qui tourne désormais le dos aux «illusions du progrès», les pédagogies d'adaptation au capitalisme pérenne, la poussée des idéologies de l'identitaire, l'ethnique, l'intégriste, le communautaire fonctionnant au ressentiment, la montée orchestrée d'angoisses collectives faute de valeurs et de projets communs, le ramollissement des dynamiques civiques entre un humanitarisme sentimental, inconséquent et hypocrite, une recherche inlassable de boucs émissaires nouveaux et une démocratie affaiblie, livrée aux médias, «l'effacement de l'avenir» – pour reprendre le titre d'un gros livre de Pierre-A. Taguieff.¹²

A propos du changement d'époque et du renversement d'hégémonie, on s'intéressera notamment à la notion de *livres-événements*. Enzo Traverso a avancé cette notion dans sa réflexion sur l'historiographie comme champ de bataille politique. Il s'agit de ces livres qui forment des «pavés dans la mare», qui déclenchent une réaction violente, un déferlement de polémiques et dont l'impact sur toute une culture et une mémoire nationales va être durable et profond. *Les jours de notre mort* de David Rousset, *La question* de Henri Alleg, *l'Archipel du Goulag* en 1974, furent de tels livres. *La France de Vichy* de Robert O. Paxton en 1972, relève aussi de cette rare catégorie.

Plus près de nous *Le livre noir du communisme* est un tel livre. Succès commercial considérable et immédiat en France en 1997 pour un ouvrage érudit de cette sorte ; traduit aussitôt en plusieurs langues, cet ouvrage collectif détaille les massacres et les crimes des régimes issus de la Révolution bolchevique; il va provoquer de violentes polémiques

¹¹ Paris: Textuel, 1998.

¹² En ce qui touche au changement d'époque, de sensibilités et d'idées, depuis les temps de la prédominance de l'ainsi nommée *Pensée 68*, à la répudiation subséquente des idées prédominantes d'alors, on lira le perspicace essai de Serge Audier, *La Pensée anti-68, essai sur une restauration intellectuelle*. Voir aussi Louis Pinto. *Le café du commerce des penseurs. A propos de la doxa intellectuelle*. Editions du Croquant. 2009. Michael Christofferson: *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France 1968-1981*. Editions Agone (Marseille) 2009.

publiques. *Le Livre noir* est publié en effet peu de temps après la formation du gouvernement Lionel Jospin «de la gauche plurielle» qui comporte des ministres communistes. Face à la polémique, Jospin intervient à l'Assemblée en novembre 1997 en affirmant «que la révolution de 1917 avait été l'un des grands événements de ce siècle» (ce qui, littéralement entendu, ne se discute pas) et en rappelant la participation du PCF au gouvernement provisoire du général de Gaulle en 1945 «alors que les crimes de Staline étaient parfaitement connus».

Une démarche connexe, l'histoire conflictuelle des concepts savants

C'est bête à dire tellement c'est évident: il n'est pas dans les lettres et les sciences humaines de grand concept savant qui fasse l'objet d'un serein *consensus*. Particulièrement le cas de ces mots-concepts politiques qui se diffusent aussi dans la sphère publique et chez les publicistes.

Bon exemple à étudier: le mot et la notion de *Populisme*. On repère ces dernières années en domaine français, tant dans les discours savants que dans les médias et la doxa publique un mot proliférant qui était à peu près absent du lexique politique avant 1990: le mot de *populisme*. «Populisme» (et ses hybrides dérivés, «national-populisme» etc.) est un terme très imprécis et très à la mode. Le mot suit rapidement la pente fatale de la déperdition de sens qui a été la destinée d'autres *-ismes* antérieurs à commencer par «fascisme» et non moins dans la foulée «racisme». «Les usages récents du mot “populisme” semblent avoir pris le même pli que ceux des mots “fascisme” et “nationalisme” dans le langage ordinaire: le suremploi polémique a fait de ces termes une étiquette disqualificatoire et un opérateur d'amalgame.»¹³ “Populisme” dans le discours médiatique ordinaire nomme en effet une menace. Mais une menace indistincte, quasi indéfinissable. «En guise de conceptualisation nous ne rencontrons qu'un immense flou notionnel et une valse sans fin d'étiquettes péjoratives largement interchangeables.»

«*Islamo-fascism*» est très répandu dans le monde anglo-saxon (le monde francophone est plus réticent) dispose de la caution du président américain George W. Bush qui l'a employé mais pas inventé.¹⁴ Le bouillant polémiste américain, parfois qualifié par ses adversaires de «néo-conservateur» (autre catégorème relativement neuf), Christopher Hitchens a défendu le terme comme pertinent et bien construit dans son essai «Defending Islamofascism: It's a Valid Term. Here's Why» dans *Slate*, 22 oct. 2007.¹⁵ Pierre-André Taguieff a eu pourtant raison de conclure que le composé *comme tel* relève «du pur discours polémique» et que le rapprochement, suggéré mais non théorisé, n'éclaire rien du rapport éventuel entre les mouvements et régimes islamistes et les totalitarismes réactionnaires occidentaux des années 1930-40. Le mot composé est à la rigueur une invite à théoriser, à situer dans l'espace et à historiciser, mais il ne comprend pas en soi une théorie toute faite!

J'ai étudié pour ma part le cas des définitions du «fascisme», de l'élaboration du concept de «fascisme générique» et de l'affrontement savant depuis un demi-siècle sur ses définitions et interprétations.¹⁶ Le «fascisme», c'est un nœud gordien de définitions et d'interprétations impossibles – et ce bien avant que les historiens académiques ne s'en emparent: depuis 1922, depuis que les *popolari*, les socialistes et les communistes italiens en exil ont commencé à se déchirer sur le sens et la nature du phénomène qui les chassait de leur pays, depuis les disputes interminables dans le sein du Komintern et avec les trotskystes (car ce sont les communistes qui les premiers ont conçu un fascisme-

¹³ Taguieff, *L'illusion populiste*. Berg, 2002. Rééd. Flammarion, 2007, 117.

¹⁴ «...this nation is at war with Islamic fascists», août 2006.

¹⁵ Clifford Geertz a proposé pour sa part la catégorie de *Totalitarian Islamic fundamentalists*. Walter Laqueur, *Fascism, Past, Present, and Future*, New York: Oxford UP, 1995, classe les fondamentalismes islamiques dans le «*Clerical fascism*». Il voit en effet des recoupements frappants avec les cléricofascismes d'avant la guerre, de «*striking overlaps*», 5.

¹⁶ Voir mon *Fascisme, totalitarisme, religion séculière: trois concepts pour le 20^e siècle*: «Un idéaltype controversé: le fascisme générique».

générique européen au-delà du cas italien¹⁷) jusqu'aux controverses incessantes entre deux générations d'historiens des deux mondes de 1945 à nos jours. La compilation des définitions et interprétations académiques du fascisme aboutit en anglais à cinq gros volumes.¹⁸

Une connexe controverse sans issue oppose aussi les historiens qui, comme Ernst Nolte, ne conçoivent le fascisme que «dans son époque», issu de la Première Guerre mondiale, de ses massacres et de la réaction à la «menace» communiste, c'est à dire les historiens pour qui le fascisme, c'est l'entre deux guerres sur le seul continent européen, et ceux qui, à l'instar de Robert Paxton, de Roger Griffin pensent qu'il s'agit d'une virtualité persistante dans toutes les sociétés modernes. En général, les historiens n'aiment guère les notions trans-historiques et la position de Nolte qui restreint fermement le concept dans le temps (1920-1945) et l'espace est celle de la majorité d'entre eux. On voit toutefois des régimes d'outre-mer, principalement d'Amérique latine, qualifiés de «fascistes», avec une argumentation élaborée, par les spécialistes de ces pays.¹⁹ Si on choisit par contre de demeurer dans le cadre européen 1919-1945, le nœud de controverses suivant, non moins âprement disputé, consiste dans les *dénombrements des régimes* – les divergences de chiffres, sans être extrêmes, sont tout de même notables, deux, trois, quatre, cinq? Pour plusieurs historiens, le noyau notionnel du fascisme se ramène à la comparaison de deux seuls fascismes-régimes, celui de Mussolini et celui de Hitler. (Encore que plusieurs historiens allemands soutiennent que la singularité criminelle du régime national-socialiste doit le placer dans une catégorie à part. D'autres rétorquent ici qu'à multiplier les catégories à un seul élément il n'est plus de conceptualisation historique possible.)

La notion de «totalitarisme», de quelque manière qu'on la circonscrive et qu'on explique la genèse d'un phénomène censé *le propre* du 20^e siècle, est elle-même inséparable d'une polémique à la fois publique et savante de très longue durée, inachevée et toujours renaissante: en France, de *L'Archipel du Goulag* (traduit en 1974) au *Passé d'une illusion* de François Furet,²⁰ au *Livre noir du communisme*²¹, on doit étudier les controverses franco-françaises récurrentes depuis trente-cinq ans (et répétitivement compulsives et dénégatrices) sur la responsabilité alléguée, de pair avec les idées fascistes, des «idées communistes», du projet et de la vision du monde bolcheviques dans le Malheur du 20^e siècle.

Dans *The Origins of Totalitarianism*, achevé en 1949,²² Hannah Arendt avait dessiné «un débouché totalitaire de l'histoire

¹⁷ Le Komintern faisait du fascisme le résultat d'une évolution fatale, le stade ultime du capitalisme aux abois mettant bat le masque face à sa propre crise finale non moins qu'au défi lancé par le prolétariat révolutionnaire. Il est vrai qu'en imposant jusqu'en 1935 le concept de «social-fascisme», les communistes sont aussi les premiers à avoir semé la confusion, la dissension et le dogmatisme dans la question du phénomène fasciste.

¹⁸ Roger Griffin, et Matthew Feldman, dir. *Fascism: Critical Concepts in Political Science*. London: Routledge, 2004. 5 vol. ☞ Contributions de E. Gentile, I. Kershaw, Payne et de nombreux autres.

¹⁹ C'est principalement le Japon des années 1930-40, l'Afrique du sud de l'*Apartheid* et l'Amérique latine, du Mexique à l'Argentine, qui sont étudiés dans ce contexte. Pierre Milza n'endosse qu'un seul cas indiscutable, «un seul pays, le Brésil, a connu un véritable fascisme de masse» avec l'Intégralisme de Salgado. Un régime d'Amérique latine a fait l'objet de discussions érudites étendues et tenaces quant à son appartenance ou non au fascisme, la question n'est pas tranchée : celui de Juan Domingo Perón en Argentine de 1946 à 1955.

²⁰ Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*. Paris: Laffont, 1995.

²¹ Stéphane Courtois, et al. *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*. Paris: Laffont, 1997. [2e éd. revue, coll. «Bouquins»] Livre dont l'impact en France est analysé par : Rigoulot, Pierre et Ilios Yannakakis. *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur le Livre noir du communisme*. Paris: Laffont, 1998.

²² H. Arendt, *The Origins of Totalitarianism*. 3rd Ed. New York: Harcourt Brace Jovanovitch, 1968 [1951]. •♦ Avec d'autres écrits : *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem. [...]* Éd. Pierre Bouretz. Paris: Gallimard, 2002. ☞ Publ. d'abord à part en français, la seule première partie de *Origins of Totalitarianism*, sous le titre de *Sur l'antisémitisme*.

européenne» tout entière.²³ La III^e partie traite du totalitarisme comme d'une «forme nouvelle», absolument distincte de toutes les formes de tyrannie passées et à laquelle les catégories politiques et morales léguées par les siècles ne s'appliquent plus. Arendt aboutit à une mise en accusation en règle contre le 19^e siècle où les projets totalitaires trouvent leur origine. La naissance de la société de masse, l'anomie croissante sont au cœur de sa réflexion, la décomposition de l'État-nation, l'impérialisme et la mégalomanie des Grandes politiques, produits de la fusion du capitalisme et des nationalismes, l'expansionnisme européen, le colonialisme, le social-darwinisme comme fondement du «droit à la domination» venant corrompre la démocratie des métropoles, sont donnés pour origines des pratiques totalitaires.

Le classique américain de la théorie du totalitarisme est le livre de Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. Cambridge: Harvard UP. Leur livre paraît en 1956 dans les mois de l'invasion de la Hongrie. Je rappelle qu'ils avançaient six paramètres – à savoir: une idéologie «totaliste» d'État, un parti unique, une police secrète pleinement développée et trois monopoles: des communications, des armes, et de toutes les organisations civiles, notamment économiques.

Il résultait de leur définition que les régimes fasciste, nazi et, seul survivant, le soviétique, «*are basically alike*» – nul doute qu'ici était l'essentiel. L'équation communisme/fascisme servait à légitimer la politique du Monde libre et des USA sous la Guerre froide.²⁴ Elle peut passer pour une réponse théorique du berger à la bergère à la théorie kominternienne du fascisme comme réaction du capitalisme aux abois à la crise et aux progrès de la révolution. La notion est au cœur de l'arsenal anti-communiste car elle comporte une conclusion latente: quels que soient les défauts des sociétés capitalistes et les horreurs des régimes «autoritaires» qu'elles soutiennent, les totalitarismes sont infiniment pires.

Après 1991 on assiste à une renaissance du concept, tant soit peu tombé en déshérence mais revivifié pour sceller la victoire des sociétés «pluralistes», après la disparition de l'URSS.²⁵ Fascisme, communisme: deux visions de la modernité qui ont spectaculairement échoué, ne reste que le modèle démocratie+ marché. Au cœur des analyses, à l'exception de quelques cassandres, on repère un soupir de soulagement, «c'est fini, ça ne reviendra plus».

Le concept a toutefois, à l'Est, absolument changé de définition et pour de bonnes raisons. La disparition de l'URSS devait apparaître comme la réfutation de ce qu'il recelait de prédictif. Si le «totalitarisme» pouvait s'ossifier, dépérir, se vider de l'intérieur et disparaître sans coup férir, c'est qu'il était autre chose dans son *essence*, quelque chose, derrière un décor de puissance, de fondamentalement fragile et illusoire dont il faut expliquer l'auto-implosion. Les Brzezinski de jadis définissaient un système bétonné qui ne pouvait s'effondrer que, vaincu mais ne capitulant jamais, comme le nazisme écrasé dans les ruines de Berlin. Ce n'est évidemment pas le scénario de 1989... Il faut re-définir un système inhumain dont la pérennité était cependant fallacieuse.

Sur les controverses politico-historiennes d'un demi-siècle sur ce concept de totalitarisme, il y a le bon livre d'Enzo Traverso, *Le totalitarisme. Le 20^{ème} siècle en débat*.²⁶ Il conclut à un concept qu'on ne peut ni ne doit éliminer mais qui a de strictes limites: indispensable pour la théorie politique, insuffisant pour l'historiographie et demeurant depuis

Paris: Calmann-Lévy, 1973.

²³ Alain Brossat, *L'épreuve du désastre: le XX^e siècle et les camps*. Paris: A. Michel, 1996, 67.

²⁴ Voir : Gleason, Abbott. *Totalitarianism: The Inner History of the Cold War*. New York, Oxford: Oxford UP, 1995.

²⁵ Roth, Karl Heinz. *Geschichtsrevisionismus, die Wiedergeburt der Totalitarismustheorie*. Hamburg: KW Konkret, 1999.

²⁶ Paris: Seuil, 2001. Et voir aussi: Traverso, Enzo. *L'histoire déchirée. Essai sur Auschwitz et les intellectuels*. Paris: Cerf, 1997.

ses origines dans les années 1930 jusqu'à nous «un mot-caméléon utilisé dans un but souvent plus polémique qu'analytique».²⁷ Il reproche aux actuels «historiens de la nouvelle Restauration» de se servir du concept pour condamner «en bloc» le communisme comme une idéologie intrinsèquement totalitaire, «débarassée de toute dimension libératrice». ²⁸

Ce sont les socialistes français mêmes, que cette suggestion naguère aurait indignés, qui adoptent désormais, de pair avec la catégorie de «Totalitarisme» qui leur faisait pousser les hauts cris vers 1975, la catégorie qui fait des Grands récits de l'histoire — au premier chef le socialisme, mais aussi les idéologies fasciste et nazie — des «religions politiques», apparues au cours du XIX^e siècle et «passées à l'acte» au siècle suivant. Lionel Jospin, socialiste devenu sobre et ci-devant trotskyste désabusé, écrivait récemment: «Le 20^e siècle a produit deux grandes idéologies totalitaires: le fascisme et le communisme. ... Toutes deux ont été des substituts profanes au religieux ... Ces grandes idéologies globalisantes, aujourd'hui presque défuntes, fournissaient des doctrines manichéennes et des certitudes où s'abolissaient les individualités.... Elles ont provoqué des catastrophes historiques mais aussi des passions que certains nostalgiques opposent à la banalité d'aujourd'hui.»²⁹



²⁷ *Le totalitarisme*, 107.

²⁸ *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*. Paris: La Fabrique, 2005, 91.

²⁹ *Le monde comme je le vois*. Gallimard, 2005, 11.